



Bourse Uemoa

Au Togo en 2023

• (Page 03)

Commission de la CEDEAO

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

711 milliards de FCFA de transactions monétaires

Fin de la visite officielle de la Vice-Présidente en Guinée

Après trois jours d'intenses échanges et d'activités, la Vice-Présidente de la Commission de la CEDEAO, Madame ... • (Page 02)

France

Barnier se rendra en Chine pour protéger la filière du cognac

Emmanuel Macron a convenu avec le président chinois Xi Jinping de « trouver une issue favorable » d'ici le premier trimestre 2025 sur la taxation du ... • (Page 08)

USA

Scott Bessent, le choix rassurant de Donald Trump pour diriger le Trésor

Scott Bessent, dirigeant d'un fonds d'investissement, devra maîtriser la dette publique. Russ Vought, l'un ... • (Page 08)

Entreprise

La CEET lance une enquête de satisfaction à partir du 1er décembre

La Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) lancera, à partir du 1er décembre prochain, une enquête de satisfaction auprès de sa ... • (Pages 04)

Richesse

Le nombre des milliardaires africains a augmenté en 2023

Le recul des avoirs des milliardaires africains découle essentiellement des perturbations du commerce mondial qui ont pesé sur les pays ... • (Page 06)



Protection de l'air marine

• (Page 04)

10ème conférence régionale de l'Initiative GI WACAF à Lomé

Baccalauréat

Le Togo s'aligne sur l'harmonisation régionale

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche a annoncé l'ouverture des inscriptions pour la session 2025 du baccalauréat deuxième partie ... • (Page 11)



FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À ~~10 000~~ **0 FCFA**

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

Coût de l'appel: 20 FCFA. *Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

CEDEAO

Fin de la visite officielle de la Vice-Présidente de la Commission en Guinée

Après trois jours d'intenses échanges et d'activités, la Vice-Présidente de la Commission de la CEDEAO, Madame Damtien TCHINTCHIBIDJA, a conclu sa visite officielle en République de Guinée. Ce séjour, riche en rencontres et en engagements concrets, marque une étape importante dans le renforcement de la coopération entre la Commission de la CEDEAO et la République de Guinée.

• Junior Aredola

La visite a été marquée par des moments forts, notamment le lancement officiel du Centre National de Coordination du Mécanisme d'Alerte Précoce et de Réponses aux Risques Sécuritaires, un mécanisme visant à renforcer l'Architecture de Paix et de Sécurité de la Guinée, voire de toute la région en mettant les populations au centre des priorités. Ensuite la signature d'une convention de subvention de 75 000 dollars avec Monsieur Ismael NABE, Ministre du Plan et de la Coopération Internationale pour le gouvernement guinéen, destinée à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie nationale de Développement du Capital Humain, un levier essentiel pour un développement inclusif et durable. Et par ailleurs les réunions de haut niveau avec les autorités guinéennes, dont Son Excellence Monsieur Amadou Oury BAH, Premier Ministre, Chef du gouvernement, et Son Excellence Dr. Morissanda Kouyaté, Ministre des Affaires étran-



gères, de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger. Ces échanges ont permis de renforcer les partenariats stratégiques et d'identifier de nouvelles pistes de collaboration. Dans ses interventions, la Vice-Présidente a réitéré l'engagement de la CEDEAO à accompagner la Guinée dans ses efforts de transformation économique et sociale. Elle a également souligné l'importance de la coordination et de la collaboration régionale pour relever les défis communs auxquels font face les États membres et les

populations. Le Premier ministre guinéen, de son côté, a exprimé sa gratitude pour le soutien constant de la CEDEAO et réaffirmé l'engagement de la Guinée à honorer ses obligations au sein de la communauté. La Vice-Présidente, accompagnée d'une délégation de la Direction de l'Alerte Précoce composée de Madame Onyinye Nkechi ONWUKA, directrice par intérim de l'Alerte précoce, de Monsieur Marcel Komi BOSSOU, chef de la division gestion des systèmes et planification par intérim et de Madame Nanténé COULIBALY, analyste sénior en charge de la thématique crime et criminalité, a terminé son séjour par une visite des locaux de la Représentation permanente de la CEDEAO en République de Guinée. Ce séjour de la Vice-Présidente marque le début d'une nouvelle dynamique dans les relations entre la CEDEAO et la République de Guinée.



Image du jour



• Le vendredi dernier, a été officiellement lancé le Youth Panel communal Golfe 4 dans le cadre du projet Girls Lead 02.

AUX DECIDEURS ...

UEMOA - ZLECAF, un nouvel élan économique

L'intégration économique africaine, longtemps perçue comme un rêve ambitieux, semble aujourd'hui entrer dans une phase décisive avec l'impulsion de mécanismes régionaux et continentaux tels que l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF). La récente journée d'information organisée à Lomé nous rappelle que cette ambition, loin d'être une utopie, repose sur des fondations solides et un potentiel immense.

Avec un marché unique en gestation, regroupant plus de 1,3 milliard de consommateurs, la ZLECAF promet une transformation radicale du paysage économique africain. Pour les pays de l'UEMOA, cette initiative n'est pas simplement une opportunité commerciale, mais un impératif stratégique. Les faibles échanges intra-africains, plafonnés à 13,1% en 2022, illustrent les barrières qui continuent de freiner le commerce régional. Ces obstacles, qu'ils soient d'ordre logistique, tarifaire ou institutionnel, ne pourront être levés que par une volonté politique forte et des réformes structurelles audacieuses.

Le Togo, grâce à son engagement et à la mobilisation de ses acteurs économiques, semble prêt à relever le défi. Mais au-delà des discours et des intentions, il est crucial de mettre en œuvre des actions concrètes : modernisation des infrastructures, renforcement des capacités de production et amélioration des cadres réglementaires. Il ne s'agit pas seulement de répondre aux exigences de la ZLECAF, mais de transformer ces défis en opportunités pour bâtir une économie compétitive, résiliente et inclusive.

Ce processus d'intégration n'est pas sans risque. La compétition accrue entre les économies africaines, le déséquilibre des capacités industrielles et les disparités dans la mise en œuvre des politiques commerciales pourraient créer des tensions. Mais l'Afrique n'a jamais eu autant d'outils et de leviers pour surmonter ces obstacles. L'heure n'est plus aux hésitations, mais à l'action collective.

La ZLECAF et l'UEMOA incarnent une vision audacieuse de l'avenir économique du continent. Il appartient désormais aux États, aux institutions et aux acteurs économiques de concrétiser cette vision. Si les défis sont nombreux, l'opportunité de réinventer l'Afrique économique est à portée de main. Et pour le Togo, pays au carrefour des ambitions régionales, il est temps de jouer un rôle moteur dans cette renaissance.

M.T

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo

711 milliards de FCFA de transactions monétiques en 2023

En 2023, le Togo a enregistré 711 milliards de FCFA de transactions monétiques, selon le Tableau de Bord de la Monétique Régionale de l'UEMOA produit par la BCEAO. Ces performances traduisent une progression des infrastructures et des services bancaires, tout en soulignant des défis à relever pour une digitalisation accrue et sécurisée des paiements.

• Joël Yanlo

Le dernier rapport de la BCEAO sur l'activité monétique dans l'UEMOA développe les avancées réalisées au Togo en 2023. Le pays compte 381 guichets automatiques bancaires (GAB) et 608 terminaux de paiement électronique (TPE), utilisés pour traiter un volume total de 7 955 881 transactions. Celles-ci représentent une valeur globale de 711 milliards de FCFA. Les transactions de retrait dominant l'activité, avec 6 829 725 opérations pour une valeur de 632 milliards de FCFA. Les paiements, y compris en ligne, atteignent un volume de 1 125 775 transactions, soit 78 milliards de FCFA. En revanche, les transactions de type cash advance, plus marginales, s'élèvent à 381 opérations pour 362 millions de FCFA. Concernant l'émission de cartes bancaires, le Togo compte 428 233 cartes en circulation, soit 5,35 % des cartes émises dans l'ensemble de l'UEMOA. Parmi celles-ci, 370 028 sont adossées à un compte bancaire, tandis que 58 205 sont des cartes prépayées. La majorité des cartes émises sont équipées de puces EMV, avec 277 222 unités conformes aux normes de sécurité internationales.

Evolution des services monétiques

Les résultats pour le Togo reflètent une dynamique croissante dans l'utilisation des services monétiques au Togo, soutenue par une meilleure accessibilité aux infrastructures de paiement. Cependant, l'écart reste significatif avec les autres pays de l'UEMOA, notamment en matière d'adoption

Graphique n° 16 : Évolution de la valeur des transactions monétiques par pays de 2021 à 2023 (milliards FCFA)



Source : BCEAO

des paiements en ligne et des solutions sans contact. Les retraits continuent de dominer les transactions, témoignant de la dépendance persistante à l'utilisation d'espèces. Malgré une augmentation des cartes sans contact (146 704 en circulation), leur usage reste encore limité face à un besoin accru d'éducation financière et de sensibilisation sur les avantages des paiements numériques. L'intégration de nouvelles technologies et l'arrivée des FinTech dans la région offrent toutefois des opportunités pour accélérer la transition vers des moyens de paiement modernes, en particulier dans un contexte marqué par l'évolution des habitudes de consommation post-Covid-19.

Evolution de l'émission des cartes dans l'UEMOA

Sur la base des déclarations recueillies auprès des acteurs à fin décembre 2023, l'activité monétique de l'UEMOA concerne 122 établissements

connectés à la plateforme du GIM-UEMOA sur les 128 membres du réseau. Ces établissements ont émis un total de 8 004 173 cartes bancaires en circulation dans l'UEMOA, dont 79,2% sont adossées à un compte bancaire et 20,8% sont prépayées. 96,7% de ces cartes sont conformes aux normes de sécurité PCI-DSS et disposent d'une puce EMV intégrée. A fin 2023, les cartes sans contact, estimées à 1 214 246 unités, représentent 15,2% des cartes EMV contre 10,6% un an plus tôt. Au niveau des infrastructures de paiement, une hausse de 2,26% a été enregistrée sur le parc des automates de paiement (GAB/DAB) estimé à 4 214 unités à fin 2023, contre 4 121 à fin 2022. De même, le nombre de terminaux de paiement électronique (TPE) a progressé de 10,46% sur la période sous revue, passant de 13 814 à 15 259 unités.

ment (GAB/DAB) estimé à 4 214 unités à fin 2023, contre 4 121 à fin 2022. De même, le nombre de terminaux de paiement électronique (TPE) a progressé de 10,46% sur la période sous revue, passant de 13 814 à 15 259 unités.

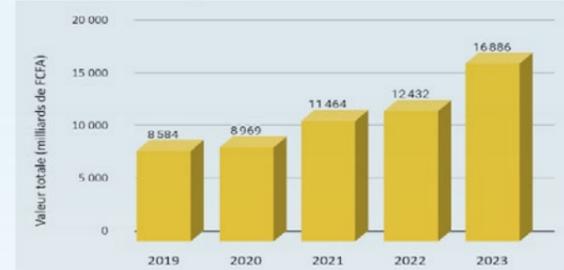
Evolution des transactions monétiques

La tendance haussière affichée au niveau des indicateurs de l'activité monétique s'est consolidée sur l'exercice, à travers une augmentation du nombre de transactions monétiques, tous réseaux confondus, qui est ressorti à 196 755 180, pour une valeur de 16

886 milliards FCFA, contre 147 078 144 opérations à fin décembre 2022, estimées à 12 432 milliards FCFA. En glissement annuel, ces progressions représentent respectivement des hausses de 33,78% et 35,82% par rapport à 2022, contre 14,23% et 8,45% par rapport à fin décembre 2021. Cette évolution résulte, de l'accroissement des transactions de paiements dans l'Union, qui ont connu des hausses respectives de 66,92% en volume et 7,64% en valeur à fin 2023, contre respectivement 204,08% et 108,01% à fin 2022, passant successivement de 15 558 724 opérations estimées à 974,1 milliards FCFA en 2021 à 47 310 391 opérations évaluées à 2 026,2 milliards FCFA en 2022, puis à 78 969 753 opérations d'une valeur de 2 181 milliards FCFA en 2023. L'évolution des paiements en ligne, qui se sont développés dans le contexte de la Covid-19, est restée constante avec l'arrivée des FinTech et plusieurs offres de solutions innovantes de la part des banques. Ils représentent 35,21% et 16,05% du volume et de la valeur de l'ensemble des transactions de paiements. S'agissant des transactions de retrait, qui constituent la majorité des opérations par carte bancaire, elles sont également en progression, à fin 2023, avec 117 777 249 opérations d'une valeur de 14 702 milliards FCFA, soit des hausses de 18,08% en volume et 41,32% en

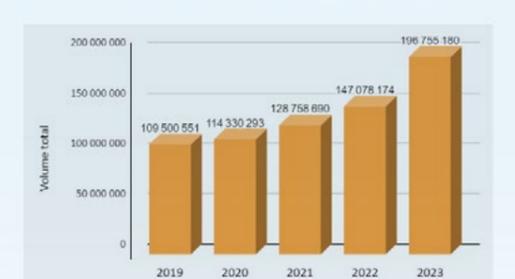
valeur, après les régressions enregistrées en 2022 (respectivement -11,89% et -0,81%). Les retraits demeurent prépondérants et représentent 59,86% du volume et 87,07% de la valeur des transactions monétiques totales de l'Union, à fin 2023. Les transactions de cash advance (avance de trésorerie au guichet pour les porteurs de cartes VISA et MasterCard), se sont, quant à elles, chiffrées à 8 178 opérations pour une valeur de 2,42 milliards FCFA en 2023, en repli de 70,26% et 21,24% respectivement, par rapport à fin 2022, suivant ainsi la tendance baissière notée pour ce service. Au niveau du réseau interbancaire GIM-UEMOA, 21 319 462 transactions ont été réalisées à fin 2023 pour un total de plus de 2 126 milliards FCFA contre 18 338 750 transactions pour un total de plus de 1717 milliards de FCFA en 2022, soit un accroissement de 16,25% en volume et 23,84% en valeur, contre des hausses de 17,76% en volume et 18,95% en valeur par rapport à 2021, avec 15 572 454 transactions pour un total de 1 443 milliards de FCFA. Le montant moyen d'une transaction passe de 92 707 FCFA en 2021 à 93 638 FCFA en 2022 et à 99 747 FCFA en 2023, avec une progression de 6,52% sur la période sous revue.

Graphique n°8 : Évolution de la valeur des transactions dans l'UEMOA de 2019 à 2023 (milliards FCFA)



Source : BCEAO

Graphique n°7 : Évolution du volume des transactions dans l'UEMOA de 2019 à 2023



Source : BCEAO

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Pays	Indicateur	Valeur	
Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2023	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	591,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Protection de l'air marine

10ème conférence régionale de l'Initiative GI WACAF à Lomé

La capitale togolaise est le théâtre, du 25 au 28 novembre 2024, de la 10ème conférence régionale de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF). Organisée par l'Organisation maritime internationale (OMI), la rencontre rassemble les représentants de 22 pays pour discuter des stratégies de lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région.

● Wilson Lawson

Pendant quatre jours, les travaux de la conférence se concentreront sur la prévention et la gestion des déversements d'hydrocarbures, une problématique clé pour la préservation de l'environnement marin en Afrique. La rencontre permettra d'évaluer les avancées réalisées depuis la précédente édition et d'échanger sur les bonnes pratiques. Le Togo, hôte de l'événement, met en avant son engagement en faveur de la protection de l'environnement marin. Le pays dispose d'une unité spéciale de garde-côtes, chargée de surveiller les zones maritimes non couvertes et de prévenir la pollution en mer. Cette conférence représente pour le Togo une opportunité stratégique de renforcer la coopération régionale et de définir des actions communes pour lutter efficacement contre la pollution marine. Organisée conjointement par l'OMI et l'APIECA, association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière, cette conférence mobilise des experts internationaux et les représentants de 22 pays



partenaires du projet GI WACAF, ainsi que des acteurs du secteur pétrolier et gazier. La tenue de cette conférence à Lomé illustre la reconnaissance du rôle clé du Togo dans la coopération régionale sur les questions maritimes et environnementales. Avec l'augmentation des activités pétrolières et gazières dans la région, les risques de déversements accidentels d'hydrocarbures demeurent une menace constante pour les écosystèmes marins et les économies côtières. L'implication des pays partenaires dans le partage d'expériences et la définition de priorités stratégiques est cruciale pour renforcer les capacités locales et régionales de réponse aux incidents. En outre, la présence d'experts internationaux facilite l'adoption de solutions innovantes et adaptées aux réalités locales. L'Initiative mondiale GI WACAF, créée par l'OMI et l'APIECA, vise à améliorer la préparation et

la réponse aux déversements d'hydrocarbures en Afrique occidentale, centrale et australe. Ce programme repose sur une collaboration étroite entre les gouvernements, l'industrie pétrolière et les partenaires internationaux. Depuis sa création, GI WACAF a permis de développer des plans nationaux d'intervention et d'organiser des exercices de simulation pour évaluer les capacités régionales. La conférence biennale constitue un moment clé pour dresser le bilan des actions menées et établir une feuille de route pour le prochain biennium, dans un contexte marqué par l'intensification des enjeux environnementaux et économiques dans les eaux africaines. En accueillant cet événement, le Togo confirme son rôle de leader dans les efforts régionaux pour une gestion durable des ressources marines.

Entreprise

La CEET lance une enquête de satisfaction à partir du 1er décembre

La Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) lancera, à partir du 1er décembre prochain, une enquête de satisfaction auprès de sa clientèle.

L'opération, prévue sur deux mois, couvrira le Grand- Lomé et les localités des cinq régions du pays. De façon concrète, l'activité consistera à recueillir les avis des abonnés et à mesurer leur taux de satisfaction ou d'insatisfaction sur la qualité des produits et services fournis. Elle sera menée par la société Afriksurvey, un acteur sénégalais mandaté par le four-

nisseur public d'électricité, qui déploiera les équipes sur le terrain. « Ces équipes sont identifiables par des gilets et des badges personnalisés »,



a précisé la CEET. Cette initiative s'inscrit dans la volonté de la CEET d'améliorer continuellement ses services et de mieux répondre aux attentes de ses abonnés. Les données collectées permettront à la compagnie d'identifier les points à renforcer et d'élaborer des solutions adaptées pour optimiser l'expérience client.

(Togo Officiel)

Santé

Un service de néphrologie et d'hémodialyse bientôt ouvert au CHU Kara

Le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Kara disposera bientôt d'un service de néphrologie et d'hémodialyse.

Le Secrétaire général du ministère de la Santé et de l'hygiène publique, Kokou Wotobe, a en effet procédé ce vendredi 22 novembre, à la pose de la première pierre pour la construction du nouveau centre. Financé à hauteur de 850 millions de dollars par le Pnud (Programme des Nations Unies pour le Développement) et le Groupe Ecobank, ce projet permettra d'améliorer la prise en charge des patients et de sauver des vies. Il contribuera en outre à réduire les inégalités territoriales en matière d'accès à la santé. Notons que l'hémodialyse consiste à épurer le sang d'un patient à l'aide d'un rein

artificiel. Elle s'adresse particulièrement aux personnes souffrant d'insuffisance rénale. La néphrologie, quant à elle, est la spécialité médicale qui se consacre au diagnostic et au traitement des maladies rénales. Pour le gouvernement, très engagé

dans le renforcement du système de santé, il s'agit d'un pas de plus vers l'amélioration de l'accès aux soins pour les populations, en particulier celles du Septentrion.

(Togo Officiel)



Startup

Eazy Chain prend part au programme "Accelerate" d'Africa Global Logistics

La société Africa Global Logistics (AGL), anciennement Bolloré Transport & Logistics, et désormais détenue par l'armateur italo-suisse MSC, vient de lancer à Abidjan son programme "Accelerate", destiné à soutenir les startups en phase de croissance ou d'amorçage, dans le secteur de la logistique en Afrique.

Parmi les six bénéficiaires de la première cohorte, on retrouve Eazy Chain, une startup de logistique basée à Lomé, promue par Wilfried Dabire. En collaboration avec d'autres jeunes entreprises africaines, dont PAPS et ALAL du Sénégal, APPLOAD du Mozambique, ainsi que TAMBOUR et ALIA de la Côte d'Ivoire, Eazy Chain aura l'opportunité de rencontrer des mentors, d'explorer des solutions logistiques de pointe, et de participer à des sprints de projets pour tester et ajuster ses solutions. Le programme se déroule au centre d'innovation Yiri d'AGL, à Abidjan, et s'étend sur six mois, incluant des diagnostics, des projets pilotes et un suivi détaillé pour garantir une montée en puissance rapide des startups. « Grâce au programme [Accelerate], nous bénéficierons des ressources stratégiques et de l'accompagnement de haut niveau d'AGL pour concrétiser cette vision et transformer durablement le secteur maritime africain », a confié à Togo First le promoteur d'Eazy Chain.



Selon Asta-Rosa Cissé, Directrice Régionale d'AGL Côte d'Ivoire-Burkina Faso, ce programme contribuera à accélérer l'essor des jeunes entreprises en Afrique et soutenir leur impact sur la transformation numérique du secteur logistique.

Profiter du climat des affaires togolais

Eazy Chain, qui opère au niveau national à travers "Togo Cargo", espère tirer profit de cette opportunité pour se positionner sur le marché africain et au-delà. « Nous avons choisi de poser nos valises au Togo en raison de la facilité pour faire

des affaires, de la sécurité, et de la position stratégique de Lomé en tant que hub régional, » ajoute-t-on du côté d'Eazy Chain. « Notre projet phare est le lancement d'un service de navire collecteur, conçu pour transformer le transport maritime dans la région. Ce service reliera le port en eau profonde de Lomé au port de Praia, au Cap-Vert, avec des escales dans des ports stratégiques de la région. Il permettra de connecter efficacement les ports secondaires aux hubs principaux, réduisant ainsi les coûts logistiques, les délais de transit, et les ruptures de charge. »

Avec Togo First

Source : FMI - World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estim. Le Togo en chiffres ; données du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo		Principaux fournisseurs	
2020		2020	
Principaux clients (% des exportations)		% des importations	
France	33,9	Chine	29,3
Malawi	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Chana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Indicateurs du commerce extérieur					
	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (% du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-265	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	-506	n/a
Importations de biens et services (millions USD)	1,0	-31,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (millions USD)	6,7	-0,2	2,0	2,1	-0,7
Importations de biens et services (% du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial					
	2016	2017	2018	2019	2020
Montants du commerce extérieur					
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.021	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.298	1.016	1.080	1.055	1.088
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



- 
» Couverture médiatique
- 
» Insertion publicitaire
- 
» Publi-reportage ...

*Accédez à notre **Site Web** et tenez vous informer en temps réel de toute l'actualité !!*

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...

Richesse

Le nombre des milliardaires africains a augmenté en 2023

Le recul des avoirs des milliardaires africains découle essentiellement des perturbations du commerce mondial qui ont pesé sur les pays producteurs de matières premières, de la hausse des taux d'intérêt, des pénuries d'électricité et des troubles politiques et sociaux persistants sur le continent.

L'Afrique comptait 29 milliardaires ayant une fortune cumulée de 54 milliards de dollars à fin 2023, selon un rapport publié le mercredi 20 novembre par le cabinet de conseil en gestion de patrimoine Altrata. Intitulé « Billionnaire Census 2024 », ce rapport précise que le nombre d'Africains disposant d'une fortune supérieure ou égale à un milliard de dollars a augmenté de 3,6% par rapport à 2022. La richesse cumulée de ces milliardaires a cependant reculé de 3,7% durant l'année écoulée par rapport à 2022. Elle représente ainsi 0,4% des avoirs cumulés de l'ensemble des milliardaires recensés à l'échelle mondiale. Selon Altrata, la baisse de la fortune cumulée des milliardaires africains s'explique essentiellement par l'exposition des pays producteurs de matières premières sur le continent aux perturbations du commerce mondial, les conditions de financement difficiles, les pénuries d'électricité et les



troubles politiques et sociaux persistants qui ont pesé sur les portefeuilles d'actifs des individus ultra riches. A l'échelle mondiale, la population de milliardaires a augmenté de 4% durant l'année écoulée pour atteindre 3323 individus, tandis que leur patrimoine combiné a bondi de 9% pour atteindre le montant colossal de 12 107 milliards de dollars. Leur richesse reste inégalement répartie. 2779 milliardaires (84%) possèdent une fortune comprise entre 1 et 5 milliards de dollars alors que 351 disposent d'un patrimoine allant de 5 à 10 milliards de dollars et 176 ont un patrimoine évalué entre 10 et 50 milliards de dollars. Un petit groupe d'élite de 18 mil-

liardaires, chacun valant plus de 50 milliards de dollars, contrôle quant à lui, 16% de la richesse totale des milliardaires, soit 1974 milliards de dollars. Le rapport indique par ailleurs que l'Amérique du Nord demeure la région qui concentre le plus de milliardaires. Elle compte 1111 individus super riches, dont le patrimoine cumulé s'élève à plus de 5027 milliards de dollars (+20,2%). En Europe, on dénombre 980 milliardaires détenant une fortune cumulée de 3179 milliards de dollars contre 806 milliardaires ayant un patrimoine cumulé de 2573 milliards de dollars en Asie.

Avec Agence Ecofin

Financement du commerce

La BAD accorde à BOA Bénin une garantie de transaction de 15 millions d'euros

La garantie de transaction de la BAD à BOA Bénin permettra de soutenir les importations d'intrants, de machines de production et d'équipements nécessaires pour accompagner le processus d'industrialisation du Bénin.

● Junior Aredola

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé, mercredi 18 novembre 2024 à Abidjan, une facilité de garantie de transaction pour le financement du commerce d'un montant de 15 millions d'euros en faveur de Bank of Africa Bénin. La garantie de transaction soutiendra notamment les importations d'intrants, de machines de production et d'équipements de télécommunications nécessaires pour accompagner le processus d'industrialisation de ce pays du golfe de Guinée. Bien que l'appui à l'agro-industrie et à l'industrie manufacturière légère soient les principaux secteurs visés par cette intervention, l'opération facilitera également les importations de produits de première nécessité qui serviront à satisfaire la demande locale à court terme. « Cette facilité per-

mettra à la Banque africaine de développement de fournir jusqu'à 100 % de garantie aux banques confirmatrices afin de faciliter la confirmation des lettres de crédit et autres instruments similaires de financement du commerce émis par la Bank of Africa Bénin au profit des grandes entreprises locales et des petites et moyennes entreprises (PME) », a déclaré Lamin Drammeh, responsable de la Division du financement du commerce à la Banque africaine de développement. « En soutenant les importations d'intrants, d'équipements et de machines de production nécessaires pour la promotion de l'industrie manufacturière, cette facilité permet de contribuer à la réalisation de trois des cinq priorités stratégiques de la Banque africaine de développement, les « High-5 », à savoir les priorités, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique et améliorer la qualité de vie des populations en Afrique

», a déclaré Robert Masumbuko, responsable du bureau pays de la Banque au Bénin. Se félicitant de cette première entrée en relation directe avec la Banque africaine de développement, Abdel Mumin Zampalégré, directeur général de la Bank of Africa Bénin, a déclaré que « ce partenariat s'inscrit en droite ligne avec la stratégie de Bank of Africa Group qui fait du financement du commerce International un des axes principaux de sa stratégie d'intervention en Afrique ». « Cette facilité permettra d'accompagner plus efficacement plusieurs entreprises du paysage économique béninois », a-t-il précisé. La facilité, d'une durée de trois ans, bénéficiera également aux entreprises dirigées par des femmes. Les projets ciblés seront ceux qui sont les moins vulnérables aux risques climatiques et à incidence mineure en matière d'émission de gaz à effet de serre.

Accès à l'information

La BAD assermente les membres du Comité de recours

Le Groupe de la Banque africaine de développement a constitué un Comité de recours sur la diffusion et l'accès à l'information (DAI), une mesure historique visant à améliorer et à renforcer son mécanisme de gouvernance de l'information.

● Nicole Esso

La création du Comité de recours sur la DAI souligne l'engagement de la Banque en faveur de la transparence et de la responsabilité, offrant aux parties prenantes un accès à l'information et un processus clair pour les recours. Les membres désignés du Comité ont prêté serment le 13 novembre 2024 lors d'une cérémonie présidée par la première vice-présidente du Groupe de la Banque, Marie-Laure Akin-Olugbade, qui représentait le président de l'institution, Akinwumi Adesina. Des administrateurs de la Banque étaient présents. Le Comité supervisera les recours concernant les informations, dont l'accès aura été initialement refusé par le Comité de gestion des documents et de diffusion de l'information (RMIDC), conformément à la Politique du Groupe de la Banque en matière de diffusion et d'accès à l'information, renforçant ainsi les efforts en matière de gouvernance et de transparence. Le classement de la Banque en tête de l'indice de transparence de l'aide et son engagement de longue date en faveur de l'initiative internationale pour la transparence de l'aide soulignent



ces valeurs. Le Comité de recours sur la DAI, qui représente le deuxième niveau des mécanismes de recours, a pour mandat d'agir en qualité d'organe d'examen final sur les décisions du RMIDC, qui constitue le premier niveau de recours. Le RMIDC, présidé par le secrétaire général du Groupe de la Banque, est pleinement opérationnel. Selon la politique du Groupe de la Banque en matière de DAI, « les personnes ayant des préoccupations légitimes concernant l'omission ou le refus du Groupe de la Banque de diffuser des informations conformément à cette politique auront accès à des mécanismes de recours efficaces et réactifs en deux étapes au sein du Groupe de la Banque. » Mme Akin-Olugbade a félicité les membres désignés du Comité : « Ce rôle prestigieux sou-

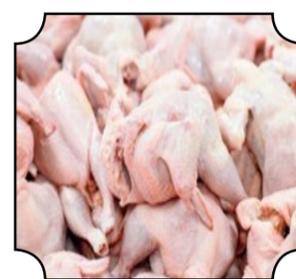
ligne votre engagement en faveur de la transparence, la responsabilité et des normes de gouvernance les plus élevées. En tant que membre de ce Comité de recours, vous serez en première ligne pour garantir un accès équitable et responsable à l'information, pierre angulaire de la confiance et de l'ouverture au sein de l'institution et parmi les parties prenantes. Votre expertise sera inestimable pour soutenir la mission de la Banque africaine de développement de maintenir un environnement où l'information est accessible et gérée de manière responsable. » Le Comité de recours sur la DAI, composé de six membres, fonctionnera sur une base ad hoc, et ses décisions ne sont pas susceptibles de recours ultérieur. Chaque membre exercera un mandat de trois ans, renouvelable une fois.

Exportations de viandes

Le Brésil renforce sa présence en Afrique du Sud

Le Brésil est l'un des principaux fournisseurs de viande pour les pays africains sur le marché international. Le pays d'Amérique du Sud entreprend des démarches pour consolider sa part de marché en Afrique du Sud, son principal débouché pour la viande de poulet sur le continent.

L'Afrique du Sud vient d'autoriser 19 nouvelles unités de transformation de viande, basées au Brésil, à exporter leurs productions sur son territoire. C'est ce qu'a annoncé le ministère brésilien de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement alimentaire (MAPA) dans un communiqué publié le vendredi 8 novembre dernier sur son site. Selon les autorités, ces nouveaux agréments accordés par Pretoria font désormais passer à 28 le nombre total d'unités de transformation brésilienne pouvant expédier de la viande à destination de la nation arc-en-ciel, dont 8 usines opérant dans la viande bovine, 2 dans la viande équine, 5 dans la viande porcine, et 13 dans la volaille. Pour le Brésil, ce développement représente également une opportunité



pour consolider sa présence sur un marché sud-africain en pleine croissance. Selon les données compilées sur la plateforme Statista, les ventes de viandes sur le marché sud-africain devraient générer plus de 5 milliards \$ de recettes en 2024 et croître en moyenne de 9,02 % par an jusqu'en 2029. Il faut noter que l'Afrique du Sud est déjà le principal débouché pour la viande de poulet brésilienne en Afrique, absorbant près de 42 % des expéditions à destination du continent, qui ont tota-

lisé 816 000 tonnes en 2023, d'après l'Association brésilienne des protéines animales (ABPA). « Avec les nouveaux agréments obtenus pour les usines de transformation brésilienne, nous nous attendons à de nouveaux impacts positifs non seulement pour la viande de poulet, mais aussi pour la viande de porc, qui a un grand potentiel pour renforcer les partenariats afin de contribuer à la sécurité alimentaire de l'Afrique du Sud », a déclaré Ricardo Santin, président de l'ABPA dans des propos relayés le lundi 11 novembre par le site spécialisé Euromeat. En 2023, les importations sud-africaines de viande porcine ont augmenté de 34,7 % s'élevant à plus de 7600 tonnes en 2023, d'après les chiffres de l'ABPA.

Avec Agence Ecofin

lundi 25 novembre 2024

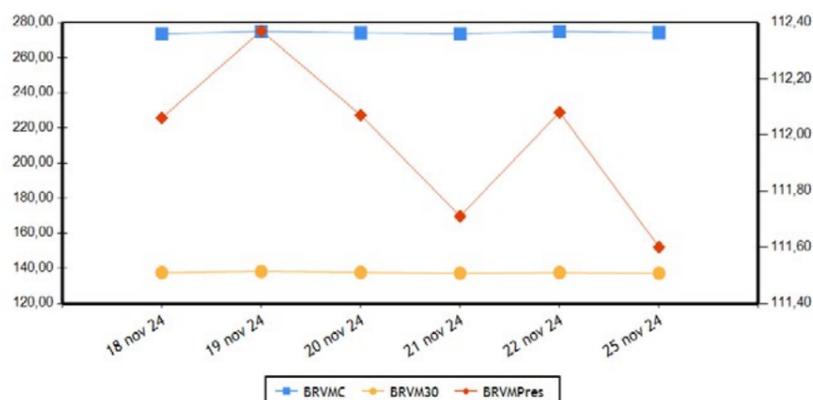
N° 224

BRVM COMPOSITE	274,15
Variation Jour	-0,26 % ↓
Variation annuelle	28,02 % ↑

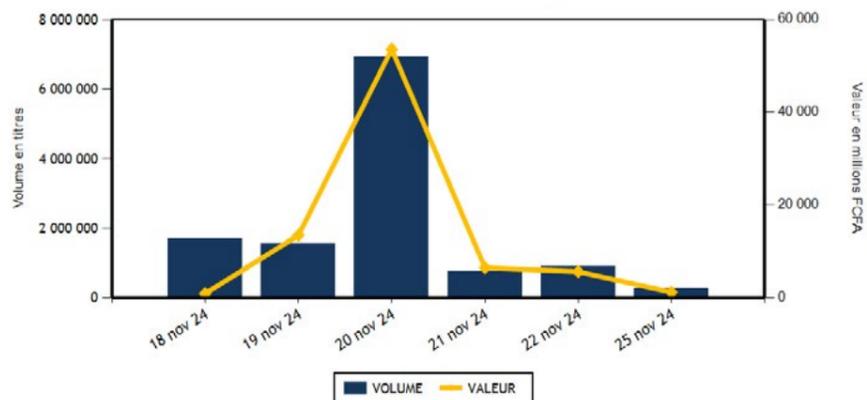
BRVM 30	137,11
Variation Jour	-0,28 % ↓
Variation annuelle	27,13 % ↑

BRVM PRESTIGE	111,60
Variation Jour	-0,43 % ↓
Variation annuelle	9,98 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 079 798 680 812	-0,25 %
Volume échangé (Actions & Droits)	208 334	79,59 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	660 295 996	74,55 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	12	-36,84 %
Nombre de titres en baisse	18	38,46 %
Nombre de titres inchangés	12	9,09 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 670	6,37 %	-9,24 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	7 600	4,11 %	26,67 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 350	2,17 %	-6,00 %
CIE CI (CIEC)	2 190	1,86 %	28,82 %
SETAO CI (STAC)	550	1,85 %	-38,89 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	111,60	-0,43 %	9,98 %	30 169	360 008 365	8,62
BRVM-PRINCIPAL	36	138,70	-0,17 %	33,42 %	176 662	295 263 401	13,42

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	126,12	0,18 %	24,83 %	14 865	59 513 660	18,73
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	756,37	-0,18 %	42,32 %	16 817	284 578 395	10,29
BRVM - FINANCES	15	99,63	-0,34 %	15,29 %	149 567	248 645 421	6,35
BRVM - TRANSPORT	2	326,19	0,74 %	-1,44 %	2 189	2 892 960	4,22
BRVM - AGRICULTURE	5	192,32	-0,25 %	19,04 %	9 646	35 822 885	13,89
BRVM - DISTRIBUTION	7	335,77	-1,68 %	2,30 %	13 592	23 736 605	42,75
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	678,64	1,85 %	-38,89 %	155	81 840	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	11,13
Taux de rendement moyen du marché	8,81
Taux de rentabilité moyen du marché	10,17
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	154
Volume moyen annuel par séance	471 545,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 553 215 248,55

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 459 782 349 461	-0,04 %
Volume échangé	50 728	-93,57 %
Valeur transigée (FCFA)	451 275 801	-91,33 %
Nombre de titres transigés	9	50,00 %
Nombre de titres en hausse	3	50,00 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	4	0,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 200	-5,74 %	0,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 875	-5,30 %	40,98 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 395	-4,01 %	33,06 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	5 000	-2,34 %	-27,48 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	8 305	-1,72 %	22,13 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	16,58
Ratio moyen de satisfaction	10,77
Ratio moyen de tendance	64,96
Ratio moyen de couverture	153,93
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	3,23
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



France

Barnier se rendra en Chine pour protéger la filière du cognac

Emmanuel Macron a convenu avec le président chinois Xi Jinping de « trouver une issue favorable » d'ici le premier trimestre 2025 sur la taxation du cognac imposée par Pékin. Cette mesure sera au menu des discussions lors d'un voyage en Chine de Michel Barnier prévu en début d'année prochaine

De quoi griser les producteurs de cognac. Emmanuel Macron a indiqué mardi à des journalistes à l'issue du sommet du G20 à Rio de Janeiro que son Premier ministre Michel Barnier se rendrait en Chine pour aborder le sujet avec les autorités « au premier trimestre de l'année prochaine » de la taxation sur cet alcool imposée par Pékin. « Nous avons décidé avec le président chinois (...) de mener le travail techniquement, avec beaucoup de transparence », a ajouté le président français, soulignant que « des dizaines de milliers de familles dépendent de cette activité ». Les représentants de la profession avaient été reçus mardi 12 novembre à l'Élysée à Paris par Emmanuel Macron qui les avait alors « assurés de tout son soutien dans cette situation difficile et injuste », indiquait un communiqué commun du Bureau national interprofes-



sionnel du Cognac (BNIC), du Bureau national interprofessionnel de l'Armagnac (BNIA), de la Fédération des exportateurs de vins et spiritueux (FEVS) et de la Maison des vins et spiritueux (MVS).

La filière craint aussi d'être la cible des Etats-Unis

La Chine a annoncé la semaine dernière l'imposition de « mesures antidumping temporaires » sur les brandys importés de l'Union européenne (UE), dont le cognac, après une annonce

similaire le mois dernier. La filière (72.500 emplois en France) est ultra-dépendante des exportations, qui représentent 98% de ses ventes, pour un montant de 3,35 milliards d'euros, avec comme premier client les Etats-Unis (38% des expéditions), devant la Chine (25%). Ces mesures sont vues comme une riposte à une procédure similaire de Bruxelles sur les subventions aux voitures électriques produites en Chine. La filière craint par ailleurs d'être la cible des Etats-Unis après l'élection de Donald Trump qui prévoit de renforcer les droits de douane tous azimuts. Alors que les exportations ont déjà chuté l'an dernier (165,3 millions de bouteilles contre 212,5 millions en 2022) et que la production devrait diminuer de 37% cette année en raison d'une météo défavorable, selon le ministère de l'Agriculture.

(Avec AFP)

Casino

Le fonds Attestor va retirer sa participation de la maison mère

Le fonds britannique, membre du consortium de repreneurs du distributeur, compte sortir du capital de la holding d'ici l'été 2025.

Le fonds britannique Attestor, qui faisait partie du consortium de repreneurs de Casino aux côtés des milliardaires Daniel Kretinsky et Marc Ladreit de Lacharrière, prévoit de sortir du capital de la holding du distributeur d'ici l'été 2025, selon un communiqué de Casino mercredi. Le fonds est par ailleurs directement actionnaire de Casino à hauteur d'environ 10%, rappelle Casino, sans préciser ce qu'il pourrait advenir de cette participation. Le distributeur, contrôlé depuis mars par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, indique avoir été informé mardi de « la conclusion d'un contrat de cession d'actions en vue du transfert » par Trinity, société gérée par Attestor, à EPEI, société contrôlée par Daniel Kretinsky, « de sa participation de 7,65% dans France Retail Holdings ». Cette dernière est le nom de la holding par laquelle le consortium des repreneurs de Casino détient le contrôle du distributeur. 53,04% du capital de Casino est en effet à date détenu par cette holding. « Cette cession n'aurait pas d'incidence sur la



répartition du capital et des droits de vote de Casino, qui resterait ultimement contrôlée par Daniel Kretinsky », précise Casino.

Le pacte d'actionnaire délié

Cette opération, programmée « d'ici le 30 juin 2025 sous réserve » de l'obtention des autorisations nécessaires, délie le pacte d'actionnaires entre les trois acteurs qui ont pris le contrôle du distributeur lors d'une procédure de sauvegarde accélérée d'ampleur. Thomas Doerane, représentant du fonds britannique, « démissionnerait de son mandat de censeur au sein du conseil d'administration et du comité stratégique de Casino, avec effet au jour de la réalisation de la cession », précise le distributeur. Fin avril, l'Autorité des marchés financiers avait indiqué que Daniel Kretinsky, Marc

Ladreit de Lacharrière et le fonds Attestor détenaient à eux trois les deux tiers du capital du groupe et des droits de vote. Elle détaillait alors que France Retail Holding (FRH) était contrôlée à près de 77% par les sociétés du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky. La holding du milliardaire Marc Ladreit de Lacharrière (Fimalac) en détenait 15,4% et Trinity, 7,65%, précisait l'AMF. Daniel Kretinsky et Marc Ladreit de Lacharrière, importants actionnaires du distributeur avant leur dilution dans le cadre des augmentations de capital de fin mars, n'étaient que marginalement actionnaires directs du distributeur, avec seulement 0,03% du capital chacun. Trinity l'était plus significativement, alors à 11,52%, à la suite de « l'exercice de bons de souscription d'actions nouvelles (BSA) ».

(Avec AFP)

USA

Scott Bessent, le choix rassurant de Donald Trump pour diriger le Trésor

Scott Bessent, dirigeant d'un fonds d'investissement, devra maîtriser la dette publique. Russ Vought, l'un des rédacteurs principaux du controversé « Project 2025 », doit quant à lui prendre la tête du budget.

Vendredi 22 novembre, Donald Trump a désigné Scott Bessent, promoteur d'un contrôle politique sur la Réserve fédérale, au poste-clé de secrétaire au Trésor. Cité parmi les favoris à ce poste, le fondateur de la société d'investissement Key Square Group et proche de longue date de la famille Trump, va jouer un rôle essentiel dans la mise en oeuvre du programme économique du président élu des Etats-Unis, mais aussi dans la maîtrise de la dette publique. « Il m'aidera à lancer un nouvel âge d'or pour les Etats-Unis, en solidifiant notre rôle de première économie mondiale, centre d'innovation et de création d'entreprises, destination des capitaux, tout en s'assurant que le dollar reste, sans conteste, la monnaie de réserve du monde », a déclaré Donald Trump dans un communiqué.

Une politique « 3-3-3 »

Scott Bessent a conseillé à Donald Trump de mener une politique « 3-3-3 » : réduire le déficit budgétaire à 3 % du produit intérieur brut d'ici 2028, stimuler une croissance du PIB de 3 % grâce à la déréglementation et produire 3 millions de barils de pétrole ou l'équivalent supplémentaires par jour, rapporte le Wall Street Journal. Il devra



notamment augmenter et pérenniser les baisses d'impôts réalisées durant le premier mandat de Donald Trump (2017-2021) et qui arriveront à expiration en 2025. Il exercera également un rôle important dans le contrôle des institutions financières de supervision comme la Fed, à l'égard de laquelle il défend ardemment un rôle accru du pouvoir politique dans le processus de décision.

Un choix qui rassure les banquiers

Dans un communiqué, l'Association des banquiers américains (ABA) s'est félicitée de la désignation de Scott Bessent, estimant que son passé de financier « l'aidera à diriger un ministère essentiel à l'économie mondiale et aux banques du pays. » Le président élu a dans la foulée désigné Russ Vought, l'un des principaux rédacteurs du controversé « Project 2025 », à la tête du bureau de direction et du budget (OMB), une agence importante qui aide le président à décider

des priorités politiques et leur financement.

Projet 2025

Ce Projet 2025, auquel Donald Trump avait assuré durant sa campagne ne pas être associé, est un programme de 900 pages façonné par le cercle de réflexion Heritage Foundation, qui se veut une feuille de route officieuse et radicale, confectionnée par des proches des milieux conservateurs. Le texte prévoit notamment de réformer le statut de fonctionnaire fédéral, jusqu'ici largement protégé des alternances du pouvoir politique, ce qui pourrait permettre à Donald Trump de placer davantage d'ultraconservateurs loyaux à des postes-clés. Il propose aussi de refaçonner les agences fédérales pour centraliser le pouvoir exécutif dans les mains de la Maison Blanche et permettre ainsi la mise en place d'une politique très conservatrice sur des sujets allant de l'immigration à l'avortement.

(Avec AFP)

Mégafusée

SpaceX échoue à rattraper sa fusée Starship

SpaceX a fait décoller mardi sa mégafusée Starship, sous les yeux de Donald Trump. La société d'Elon Musk a toutefois dû renoncer à rattraper son premier étage avec des bras mécaniques, une manœuvre complexe qu'elle avait pourtant réussie le mois dernier.

SpaceX n'a pas réitéré l'exploit. La société spatiale du milliardaire Elon Musk n'a pas réussi à ramener et à faire atterrir en toute sécurité le propulseur de sa mégafusée Starship, à l'occasion du sixième vol d'essai. Un mois plus tôt, lors du cinquième vol test, elle avait pourtant réussi cette manœuvre complexe et inédite. Pour rappel, la fusée est composée du premier étage baptisé Super Heavy, haut de 70 mètres, et au-dessus du vaisseau Starship (50 mètres), qui donne par extension son nom au lanceur entier. Tout avait bien commencé avec un décollage à 16h00 heure locale (23h00 à Paris) depuis la



base Starbase de l'entreprise, située à Boca Chica dans l'État américain du Texas. Après avoir propulsé le vaisseau, Super Heavy devait s'en détacher et entamer sa redescende. En octobre, plutôt que de finir sa course dans la mer, il avait ralenti à l'aide de rétrofusées et était revenu sur son pas de tir. Juste avant de toucher le sol, des bras mécaniques installés sur la

tour de lancement - surnommés « baguettes » - s'étaient refermés sur lui et l'avaient immobilisé. Ce succès ne s'est pas répété ce mardi. SpaceX a annoncé peu après le décollage que les critères n'étaient pas remplis pour tenter cette opération. Super Heavy a donc amerri dans le Golfe du Mexique où il s'est désintégré. De son côté, le vaisseau Starship a continué son vol, avant d'amerrir de jour dans l'océan Indien. Ce qui a néanmoins permis, pour la première fois, de filmer de précieuses images, si l'on veut voir le verre à moitié plein.

(Avec AFP)

Crises climatiques extrêmes

En 2050, les enfants feront face à un avenir complexe

L'avenir de l'enfance pourrait basculer à moins que des mesures urgentes ne soient prises pour préserver les droits de l'enfant dans un monde en pleine mutation, alerte l'UNICEF dans son nouveau rapport publié ce mercredi à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance.

Selon des projections du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), un avenir difficile attend les enfants en 2050 dans un monde transformé par les crises climatiques extrêmes, les mouvements démographiques et les disparités technologiques. Le rapport examine la manière dont trois grandes tendances, à savoir trois forces puissantes observées à l'échelle mondiale, affecteront la vie des enfants d'ici aux années 2050 et au-delà. Parmi ces grandes tendances qui affecteront la vie des enfants d'ici aux années 2050 et au-delà, figurent les crises climatiques extrêmes, les mouvements démographiques et les disparités technologiques. « Les projections présentées dans ce rapport montrent que le monde que nous léguerons aux enfants sera façonné par les décisions que les dirigeants mondiaux prennent, ou ne



● © ICAN/Lucero Oyarzun. De jeunes activistes climatiques participent à la grève mondiale des « Vendredis pour l'avenir » à Genève, en Suisse (Archives)

prennent pas, aujourd'hui. L'imagination ne suffira pas à leur offrir un avenir meilleur. Il faut agir. Des décennies de progrès, en particulier pour les filles, sont menacées », a déclaré dans un communiqué, Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF.

L'impact des crises climatiques sur les enfants

La crise climatique nous frappe déjà de plein fouet, l'année 2023 ayant été la

plus chaude jamais enregistrée. Or, selon ce rapport, les aléas climatiques et environnementaux devraient s'intensifier partout dans le monde au cours de la période 2050-2059. Ainsi, huit fois plus d'enfants devraient être exposés à des vagues de chaleur extrêmes par rapport aux années 2000, trois fois plus à des inondations fluviales extrêmes, et près de deux fois plus à des feux incontrôlés extrêmes. Les répercussions de ces aléas climatiques sur les enfants dépendront de plusieurs facteurs : l'âge des en-

fants touchés, leur santé, leur situation socioéconomique et leur accès aux ressources. Ainsi, les enfants ayant accès à un abri résistant aux changements climatiques, à des infrastructures de refroidissement, à des soins de santé, à une éducation et à de l'eau salubre seront plus susceptibles de survivre aux chocs climatiques que les autres.

Évolution démographique et défis pour les pays

D'après les projections, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud devraient compter le plus grand nombre d'enfants dans les années 2050. Leur population devrait toutefois vieillir, comme dans toutes les régions du monde. À titre d'exemple, en Afrique, la proportion d'enfants au sein de la population générale devrait rester élevée mais passer en dessous de 40 % (contre 50 % dans les années 2000). En Asie de l'Est et en Europe de l'Ouest, elle de-

vrait passer en dessous de 17 %, alors que les enfants représentaient respectivement 29 % et 20 % de leur population dans les années 2000. Ces évolutions démographiques soulèvent plusieurs défis pour les pays, qui seront soumis à la pression d'élargir l'offre de services visant à répondre aux besoins d'une population d'enfants de plus en plus importante ou, au contraire, d'une population vieillissante.

Fossé numérique

Parallèlement, le rapport reconnaît que les technologies d'avant-garde, telles que l'intelligence artificielle, sont à la fois porteuses de promesses et de dangers pour les enfants, qui interagissent déjà avec l'IA intégrée dans les applications, les jouets, les assistants virtuels, les jeux et les logiciels d'apprentissage. La fracture numérique reste toutefois béante. À l'heure actuelle, plus de 95 % des habitants des pays à revenu élevé sont connectés à Internet contre 26 % dans les pays

à revenu faible. Le rapport renferme toutefois de bonnes nouvelles. Selon les projections, l'espérance de vie à la naissance devrait augmenter. Les progrès enregistrés en matière d'accès à l'éducation au cours de la dernière décennie devraient également s'intensifier : près de 96 % d'enfants à travers le monde devraient achever au moins l'enseignement primaire dans les années 2050, contre 80 % dans les années 2000. De même, les résultats pour les enfants pourraient s'améliorer considérablement en augmentant les investissements en faveur de l'éducation et de la santé publique et en renforçant la protection environnementale. De telles mesures permettraient notamment de combler l'écart entre les genres concernant le niveau d'instruction et de réduire l'exposition aux aléas environnementaux.

HOROSCOPE finance

Bélier Vos finances seront dans l'ensemble protégées par Pluton. Vous serez à l'abri des difficultés, à condition, bien sûr, de ne pas prendre trop de risques. Offrez-vous quelques petits extras afin de maintenir votre moral, mais ne vous ruinez pas pour autant ! Pour les natifs les plus prudents, la journée pourra apporter une bonne surprise. Un placement va se mettre à rapporter gros.

Taureau Ne mêlez surtout pas amour et argent. Ce serait un mélange détonnant. De même, vous n'aurez pas intérêt à prêter ou à demander de l'argent à des amis. Ce serait le meilleur moyen de vous fâcher dans les plus brefs délais.

Gémeaux Le pronostic est très réjouissant ! Il semble que l'argent cherchera à entrer dans votre escarcelle comme l'eau cherche à couler vers le bas, sans que vous ayez à faire quoi que ce soit de spécial pour provoquer l'événement.

Cancer Évitez de vous lancer dans des transactions financières importantes aujourd'hui. Vous auriez une fâcheuse tendance à tout compliquer, bref, à vous mélanger un peu les pincesaux. Ça ira mieux plus tard. La journée sera idéale pour acheter un billet de loterie ou jouer au Loto. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Lion Trois astres, pas très gentils, se liguieront. Leur impact combiné peut se révéler dangereux sur le plan financier. Manque de prévoyance, impulsivité, dépenses imprévues et importantes pourront vous déséquilibrer. Reste que quelques natifs sauront profiter de cet impact planétaire pour tenter leur chance et réussir une opération très rentable.

Vierge Les rentrées d'argent seront bonnes à souhait, mais les dépenses auront tendance à grandir. Mettez de l'ordre dans vos finances et soyez plus circonspect dans vos placements. Vous serez particulièrement inspirés dans vos transactions financières diverses. La pratique d'un violon d'Ingres permettra à certains d'en tirer des profits appréciables.

Balance Vous n'attendrez pas pour régler certains problèmes financiers. Au contraire, vous chercherez une solution aussi rapide que possible. Toutefois, en cas d'affaire litigieuse, demandez l'avis d'un expert.

Scorpion Le fait est tout simplement incontestable : l'argent peut bien rendre notre vie plus confortable à plusieurs égards. Mais c'est à peu près tout ce dont il est capable. Il a peu d'influence sur notre vrai bonheur. Les astres vous conseilleront donc aujourd'hui d'accorder moins d'importance aux gains pécuniaires et de rechercher activement le contentement et la paix de l'âme. Ils vous diront qu' "en face du vrai bonheur, les richesses valent l'ombre d'une fumée" (Sophocle).

Sagittaire Les astres vous seront favorables financièrement. Si vous êtes artiste, vous allez enfin connaître le succès. Si vous travaillez dans la restauration, vous allez récolter le fruit de vos efforts et de vos investissements. Pour tous les salariés du secteur privé, ce sera le moment de demander une prime quelconque.

Capricorne Ne gaspillez pas vos économies pour vous rendre à l'autre bout du monde sous prétexte que vos chances y seront meilleures. Il s'agit là d'une pernicieuse illusion, car vous ne feriez que changer de lieu et non de personnalité et de comportement ; or "c'est son caractère qui fait à chacun sa destinée" (Cornelius Nepos).

Verseau Vous gèrerez votre situation financière avec une grande habileté. Tout en évitant les risques inconsidérés, vous prendrez des initiatives audacieuses. En même temps, vous effectuerez d'excellents placements.

Poisson Pluton influencera favorablement le secteur de votre thème lié aux gains dans les jeux. Or, cette planète, assez austère, n'est pas de très bon augure sur le plan de la chance pure. Elle ne sera donc bénéfique qu'à ceux qui travaillent dur pour obtenir ce qu'ils désirent. Il vaudrait donc mieux ne pas jouer à des jeux de hasard aujourd'hui.

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Édité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU

Vivre serein dans une propriété sécurisée



Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292

Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

Baccalauréat

Le Togo s'aligne sur l'harmonisation régionale

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche a annoncé l'ouverture des inscriptions pour la session 2025 du baccalauréat deuxième partie (BAC II), prévue du 25 novembre au 24 décembre 2024 à minuit.

Cette étape, cruciale pour les candidats, s'inscrit dans une dynamique régionale d'harmonisation des calendriers d'examens, conformément à la directive n°02/2007/CM/UEMOA. La directive de l'UEMOA interdit toute double inscription au baccalauréat au sein des États membres, renforçant ainsi la transparence et l'équité dans l'organisation de cet examen clé.

Les candidats togolais désirant composer dans un autre pays de l'UEMOA doivent obtenir une attestation de non-inscription, tandis que les étrangers souhaitant s'inscrire au Togo doivent présenter un document équivalent de leur pays d'origine.

Pour valider leur inscription, les candidats doivent non seulement respecter les délais impartis mais aussi fournir un dossier complet, incluant les attestations nécessaires pour les cas transfrontaliers.

Hélène Martelot



Apothéose du FIFTO 2024

Chanteuses et comédiennes ont reçu leurs distinctions honorifiques

Seize (16) artistes chanteuses, comédiennes et réalisatrices ont reçu leur distinction honorifique art et culture à l'apothéose du Festival international de théâtre et art plastique (FIFTO) le samedi 23 novembre à Lomé.

Placé sous le thème « Les industries culturelles et créatives africaines face au numérique », le FIFTO 2024 a été organisé par l'Ecole supérieure des arts et science du numérique en collaboration avec le ministère de la Communication, des Médias et de la Culture.



Mme Bacco Adama, comédienne, fondatrice de l'association féminine « Bouam », Mme Abidé Wiyao, artiste comédienne et Mme Belle Elisabeth Oseini, metteur en scène, réalisatrice du festival « Festifees » en Côte d'Ivoire et France.

Mme Zangbeto. Ce fétiche a dansé et remercié l'assistance du festival. Les prestations modernes ont été animées par des artistes chrétiennes et musulmanes, respectivement, Reine Christelle et Bibi reine.

Avec ATOP/GMM/KYA

Décentralisation

Sotouboua 2 et Ardennes Thiérache désormais partenaires

Une cérémonie de signature de convention cadre de coopération décentralisée entre la commune de Sotouboua 2 au Togo et la communauté de communes Ardennes Thiérache de France a eu lieu, le samedi 23 novembre à Adjengré, à 15 km au nord de Sotouboua.

La signature de cette convention s'inscrit dans le cadre des excellentes relations d'amitié et de coopération qui existent entre la France et le Togo. L'objectif est de créer un cadre de partenariat et de coopération décentralisée qui unit les deux communautés.



M. Leroy s'est réjoui de l'atteinte de cet objectif après un an de rencontre en France avec le maire et son secrétaire général. Il a souligné que l'union des différences est la force des grandes réalisations.

Mme Agbada a fait savoir que cette relation de partenariat a commencé lorsqu'elle était avec son secrétaire général au salon des maires en France. Elle a exprimé sa fierté d'arriver à cette convention et se dit confiante qu'elle va combler toutes les attentes de développement durable qu'elle s'est fixée.

Avec ATOP/BTP/MEK

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with 4 columns: Country, Value, Country, Value. Rows include Sénégal, Nigeria, États-Unis, Malaisie. Includes sub-tables for 'Produits échangés' and 'Produits exportés'.

Table with 4 columns: Product, Value, Product, Value. Rows include Articles de transport, Médicaments, Voitures de tourisme, Polymères de l'éthylène, etc.

AFIS

AFRICA FINANCIAL SUMMIT

2 0 2 4

Casablanca
9-10 December 2024

Partner

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

afis.africa/2024
#AFIS2024



AFIS



KINGDOM OF MOROCCO

CMJN

CMJN